

Réforme du secteur de la sécurité au Mali : WANEP-MALI et ses partenaires informent et sensibilisent

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 15 AOUT 2023

1405

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Dégradation de la sécurité à Ber

La MINUSMA

Image d'illustration/Ph: MINUSMA

anticipe son retrait du Mali



Approvisionnement du marché en produits essentiels :
Le groupement des commerçants s'active !



Niger : Des poursuites engagées contre Mohamed Bazoum indignent la CEDEAO



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes

4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.17



P.22



UNE

Dégradation de la sécurité à Ber : La MINUSMA anticipe son retrait du Mali

P. 5

BREVES

Coup d'état au Niger : Entre Goïta, Traoré et la CEDEAO, Doumbouya, l'électron libre

P. 10

Niger : Une délégation de la junte militaire à Conakry

P. 10

Mali : Les FAMA de retour à ber après des combats

P. 11

5è recensement général de la population et de l'habitat : 22 395 485 maliens en 2022 !

P. 11

CMSS-association des militaires à la retraite : Un partenariat au beau fixe

P. 12

ACTUALITES

Réforme du secteur de la sécurité au Mali : WANEP-MALI et ses partenaires informent et sensibilisent

P. 15

Pour un retrait responsable du Mali : Comment la MINUSMA gère la cession de ses actifs

P. 17

Approvisionnement du marché en produits essentiels : Le groupement des commerçants s'active !

P. 19

Gestion de l'ANASER : Plus de 484,25 millions de FCFA d'irrégularités financières

P. 20

POLITIQUE

Gouvernance : Remise du rapport annuel du médiateur de la république

P. 22

Tribune libre : Virus de coup d'état

P. 23

CULTURE ET SOCIETE

L'ordre public troublé via les réseaux sociaux : Les auteurs dans le viseur du procureur

P. 24

INTERNATIONAL

Au Niger : Une intervention militaire de la CEDEAO reste incertaine et risquée

P. 25

Niger : Des poursuites engagées contre Mohamed Bazoum indignent la CEDEAO

P. 27

SPORT

Championnat scolaire de la CAF : La 2e édition est lancée !

P. 29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

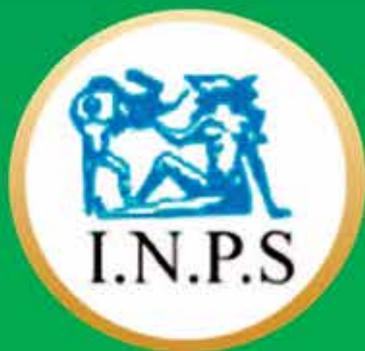
• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Dégradation de la sécurité à Ber

La MINUSMA anticipe son retrait du Mali

Le retrait de la MINUSMA au Mali, initialement prévu pour le 31 décembre 2023, sera effectué plus tôt que prévu en raison de la situation sécuritaire actuelle à Ber. Face aux tensions entre les groupes armés de l'ex-rébellion, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et les Forces Armées Maliennes (FAMA) pour le contrôle du camp de la MINUSMA à Ber, la MINUSMA a décidé de partir plus tôt que prévu.

Dans le cadre du processus de retrait de la MINUSMA du Mali, la mission onusienne a anticipé son retrait de la ville de Ber en raison de la dégradation de la sécurité dans la zone et des risques élevés pour les Casques Bleus.

De plus, dans le cadre de la rétrocession des emprises de la MINUSMA, les Forces Armées Maliennes, en mouvement vers la localité de Ber dans la région de Tombouctou, ont ripos-

té vigoureusement le vendredi 11 août 2023 vers 15h50 à une tentative d'incursion dans leur dispositif et à des tirs de harcèlement, causant des morts et des blessés, selon l'armée.

La MINUSMA a également appelé tous les acteurs concernés à éviter tout acte qui pourrait compliquer davantage l'opération de retrait.

« La MINUSMA a anticipé son retrait de Ber en raison de la dégradation de la sécurité dans la zone et des risques élevés pour nos Casques Bleus », affirme-t-elle dans un message sur X (anciennement Twitter), sans préciser la date de départ initiale et les effectifs.

Il est à noter que depuis quelques semaines, la localité de Ber dans la région de Tombouctou est le théâtre de combats entre l'armée malienne et des groupes terroristes, selon

des communiqués de la DIRPA.

Le départ des Casques bleus burkinabè de Ber, qui occupaient la zone, était prévu dans le cadre du retrait de la MINUSMA d'ici la fin de l'année, avec un premier départ intervenu le 3 août à Ogossagou, une localité située au centre du pays.

Ainsi, la MINUSMA met en œuvre la décision prise fin juin par le Conseil de sécurité de l'ONU de mettre fin immédiatement à la mission déployée depuis 2013, à la demande des autorités de la transition.

Le retrait des quelque 11 600 soldats et 1 500 policiers de différentes nationalités présents au Mali doit s'échelonner jusqu'au 31 décembre.

« La MINUSMA a quitté Ber. Le camp est



totallement occupé par les FAMA (l'armée malienne), sans incident », a déclaré un haut responsable local de la sécurité à l'AFP dimanche. La zone de Ber est également le théâtre de tensions entre l'armée et le groupe paramilitaire russe Wagner d'une part, et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion touareg) d'autre part, selon la CMA.

La CMA demande simplement que la MINUSMA quitte Ber sans céder le camp à une autre entité. Attaye Ag Mohamed, un responsable de la CMA, l'a affirmé.

L'ex-rébellion accuse les FAMA de vouloir occuper les emprises de la MINUSMA, y compris celles situées dans les zones sous contrôle de la CMA.

Le fossé s'est creusé avec la junte, que la CMA accuse de remettre en cause l'accord de paix d'Alger de 2015, signé avec Bamako.

La CMA reproche également aux militaires d'avoir fait approuver en juin une nouvelle Constitution qui compromet, selon elle, cet accord.

Dans un nouveau signe de tension, la CMA a annoncé vendredi avoir repoussé une attaque complexe menée par les FAMA et Wagner, sans donner de bilan.

Jeudi, elle avait annoncé le départ de tous ses représentants de Bamako pour des raisons de sécurité, creusant encore davantage le fossé avec les autorités qu'elle accuse de remettre en cause l'accord d'Alger.

De leur côté, les autorités de la transition ont annoncé samedi six morts et quatre blessés parmi leurs rangs à la suite des affrontements avec des terroristes dans la zone de Ber. Le communiqué a également rapporté l'abandon de 24 corps par les assaillants.

Ces affrontements ont eu lieu après une tentative d'incursion et des tirs de harcèlement des groupes terroristes contre les unités FAMA qui devaient s'installer à Ber dans le cadre du processus de rétrocession des emprises de la MINUSMA.

■ Binadjon Dombia



Wassa TV



#Mali | Mme Sidibé Dedeou Ousmane nommé Conseillère spéciale du Président de la Transition. Précédemment, elle occupait le poste de Ministre de l'éducation nationale.



Afrique-Sur7.ci



Pont ADO d'Abidjan Cocody : un symbole de modernité et de connexions urbaines. Découvrez les vidéos de l'ouvrage et son effet sur Abidjan la nuit M A G N I F I Q U E



Renouveau FM/TV



BER : Les FAMas marchent sur une vingtaine de terroristes avant d'accéder au camp
Il a fallu deux jours de violents combats aux forces armées maliennes (FAMA) contre le duo de la Coordination des mouvements armés de l'Azawad (CMA)-groupes terroristes pour accéder à la ville de Ber, située à 80 km de Tombouctou. Les FAMas ont désormais pris position dans la ville en remplacement des forces de la MINUSMA.

Image d'illustration
Source : l'Indicateur du Renouveau
Mise en ligne : Moctar Koné



Black AD



Il y'a de cela quelques Années c'était moi qui imitait un chanteur et maintenant c'est quelqu'un qui m'imité quel bonheur de savoir que ma personnalité et mes chansons plaisent à une personne au point qu'elle décide de les interpréter soutenons tous ma petite chérie la lil black ad dans l'émission royaume des enfants c'est ce samedi à 16h au cité des enfants avec tonton Alasko



L'amour pour le stade malien de bko & la haine pour personne



Le match amical entre Stade malien et l'as réal n'ira pas à terme. Interrompu à la première période pour cause de pluie le match est finalement arrêté sur décision de l'arbitre. Tandis que le stade malien avait mené à la pause (1-0) sur un beau coup franc direct de souleymane Dramé.



Match arrêté

Senediaspora.net



Senediaspora.net

ACTUALITE 5

EXCLUSIF

Adji Sarr exilée en Angleterre !

Il y a une compagne qui se dit...
 dans le cadre de la présidence des...
 Président de temps, celle qui est le...
 Canal plus a tenu promesse, elle diffuse désor-
 mais le championnat le plus convoité du monde
 à savoir l'Arabie Saoudite

iciabidjan

Le message poignant de Zazia Bazoum, la fille
 du président « La situation de ma famille est
 très dure actuellement. Ils sont dans le noir, et la météo du Ni-
 ger rend la situation d'autant plus compliquée. C'est très triste
 de penser qu'ils sont dans le noir, et que la température dans
 la maison est très élevée. Ils disent qu'ils continueront à se
 battre, mais c'est dur de voir ma famille dans cette situation.
 »https://iciabidjan.com/le-message-poignant-de-zazia-ba-
 zoum-la-fille-du-president/ via @iciabidjan

Issa Kaba



Le départ de Lamine n'a rien changé du moment où le DG de l'EDM n'arrive pas nous donner le courant en pleine saison pluvieuse. On souffre walaye.



Ballinu Montana



Conférence de presse de Sidiki Diabate à l'hôtel Sheraton pour Son concert à l'accor arena de paris le vendredi 17 novembre 2023
 Snap: Ballinumontana7
 #BmSCOM



Kassoum Thera



Canal plus a tenu promesse, elle diffuse désormais le championnat le plus convoité du monde à savoir l'Arabie Saoudite

iciabidjan



Le message poignant de Zazia Bazoum, la fille du président « La situation de ma famille est très dure actuellement. Ils sont dans le noir, et la météo du Niger rend la situation d'autant plus compliquée. C'est très triste de penser qu'ils sont dans le noir, et que la température dans la maison est très élevée. Ils disent qu'ils continueront à se battre, mais c'est dur de voir ma famille dans cette situation. »https://iciabidjan.com/le-message-poignant-de-zazia-bazoum-la-fille-du-president/ via @iciabidjan



Attaye Ag Mohamed



En image, la fameuse emprise de la #MINUSMA à #Ber, hors de la ville. Son retrait anticipé a été effectif ce jour 13 Août 2023.



Yeah Samake



JOYEUX ANNIVERSAIRE!
CHERS AMIS,

Quand j'ai prié pour une compagne généreuse, intelligente et surtout patiente, le Seigneur dans sa bonté divine a répondu favorablement à cette prière le 14 aout 2004. Et le même jour s'est réalisé mon rêve de me marier avec une femme indienne plus belle que celles de Bollywood, et au delà je vis avec une ange qui a mystérieusement transformé ma vie en une succession de réussite et joie. Avec les pouvoirs angéliques de mon épouse, nous allons réaliser le miracle pour le Mali et le monde entier.

Joyeux 19ème anniversaire à la mère de mes enfants, à celle qui a adopté ma patrie, à ma joie de vivre, à Marissa Coutinho Samake!

#MèreTeresaduMali #ToutCeQuelleToucheDevientOr

When I prayed for a generous, intelligent, and patient companion, the Lord in His infinite Bounty answered my prayers on August 14, 2004. And the same day, my dream to marry a Bol-

lywood like Indian woman came true, and beyond I live with an angel who has mysteriously transformed my life into a series of successes and joy. With her angelic powers, my wife and I will operate miracles for Mali and for the world.

Happy 19th Anniversary to the Mother of my children who has adopted my country, to my Joie de Vivre, to Marissa Coutinho-SAMAKE!

#MotherTeresaofMali #EverythingSheTouchesBecomesGold



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

Coup d'état au Niger : Entre Goïta, Traoré et la CEDEAO, Doumbouya, l'électron libre



Si la Guinée rejette les décisions prises par la CEDEAO contre le Niger, elle n'adopte pas pour autant les positions du Mali et du Burkina Faso. L'époque où Conakry, Bamako et Ouagadougou parlaient d'une même voix est-elle révolue ?

Depuis le coup d'État au Niger, les putschistes de Niamey ne comptent pas leurs efforts afin de trouver des soutiens, en particulier dans les capitales ouest-africaines. Ce samedi 12 août, une délégation du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, qui tient Mohamed Bazoum en otage depuis le 26 juillet, s'est rendue à Conakry afin d'y rencontrer le président guinéen de la transition, Mamadi Doumbouya.

CONAKRY COURTISÉ

Conduite par le général Moussa Salaou Barmou, nouveau chef d'état-major des armées, la mission nigérienne a demandé au dirigeant guinéen « un soutien renforcé pour affronter les défis à venir », alors que la menace d'une intervention militaire de la Cedeao s'est précisée lors du dernier sommet extraordinaire de l'organisation, le 10 août dernier à Abuja. Si une médiation d'autorités religieuses nigérianes est encore en cours, la Cedeao maintient donc une pression inédite sur les putschistes, et chacun tente de trouver des alliés. Face au coup d'État à Niamey, quelle est la position de Mamadi Doumbouya ?

Si le Guinéen ne se rallie pas à la Cedeao, il ne s'allie pas tout à fait non plus au Malien Assimi Goïta et au Burkinabè Ibrahim Traoré, lesquels ont tous deux annoncé qu'ils étaient prêts à soutenir militairement le général putschiste nigérien Abdourahmane Tiani. La Guinée étant elle-même suspendue de l'organisation sous-régionale, elle a déclaré qu'elle n'appliquerait pas les sanctions économiques décidées le 30 juillet contre le Niger. Une position qu'elle avait déjà défendue lorsque de telles mesures avaient été prises à l'égard du Mali, début 2022, et plus récemment, contre le Burkina Faso.

Mamadi Doumbouya n'est ainsi pas signataire du communiqué conjoint de Bamako et Ouagadougou, diffusé le 31 juillet, qui assimile une intervention militaire au Niger à une « déclaration de guerre ». Il s'est contenté de déconseiller le recours à la force. Il y a peu, Assimi Goïta et Mamadi Doumbouya vantaient pourtant encore leur amitié.

« PANAFRICANISTES, MAIS PRAGMATIQUES »

jeuneafrique

Niger : Une délégation de la junte militaire à Conakry



Une délégation des militaires au pouvoir au Niger était samedi à Conakry. But de la visite, remercier le président de la transition guinéen pour son soutien au coup d'état qui a renversé Mohamed Bazoum.

Sous la menace d'une intervention militaire de la CEDEAO, la junte au pouvoir à Niamey cherche des rares alliés dans la région. Burkina Faso, Mali et Guinée, c'est vers les pays sous la coupe des régimes militaires qu'elle se tourne.

« Il s'agit ici de témoigner la reconnaissance du CNSP (Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, ndlr) et de tout le peuple nigérien pour votre solidarité et votre soutien indéfectible, d'abord à travers la déclaration du CNRD (Comité National pour la Réconciliation et le Développement de la Guinée, ndlr) du 31 juillet, suite aux événements que vous connaissez tous. », a déclaré Général Moussa Salaou Barmou, chef de la délégation nigérienne.

Le Colonel Mamadi Doumbouya, président par intérim de la Guinée fait part à la délégation nigérienne de l'engagement panafricain de son pays. « Quand nos peuples ont des problèmes, nous sommes toujours là et nous serons toujours là, comme nous l'avons été pour nos frères du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Nous sommes les seuls à pouvoir trouver des solutions à nos problèmes. Notre solution est claire : c'est vraiment de faire face aux problèmes de nos peuples », a-t-il dit.

Fin juillet Conakry s'était opposé aux sanctions contre le Niger.

Africanmanager



Mali : Les FAMA de retour à ber après des combats



L'armée a annoncé ce dimanche 13 août avoir pris possession du camp de Ber dans la région de Tombouctou. Cela après 3 jours d'affrontements avec des « groupes armés terroristes », selon l'armée.

Cette reprise du camp de Ber s'inscrit dans le cadre de la rétrocession des emprises de la MINUSMA, la mission de l'ONU au Mali qui a commencé son retrait. La veille samedi la coordination des mouvements de l'azawad avait accusé les FAMA d'avoir attaqué une de ses positions près de Ber.

Dans son communiqué, l'état-major général des armées indique que les FAMA ont occupé le camp aux environs de 8h 30. Cela, précise-t-il après de nombreux incidents ayant émaillé le mouvement des unités. Notamment vendredi et samedi où des affrontements ont opposé les forces maliennes à des groupes armés. Les combats ont fait six morts et des blessés dans les rangs de l'armée. Les assaillants dans leur débandade ont abandonné 24 corps, des armés et des motos souligne le communiqué. Selon l'état-major, des tirs sporadiques ont suivi dimanche à l'approche de l'emprise avec la découverte et la destruction d'engins explosifs improvisés. L'armée s'engage à assurer vaillamment la protection des personnes et de leurs biens. Des sources rapportent que les FAMA patrouillent dans la ville de Ber. Mais difficile d'en savoir plus, faute d'interlocuteurs sur place.

La Minusma a par ailleurs annoncé que la dégradation de la sécurité dans la zone fait peser des risques élevés sur les Casques bleus. Elle invite ainsi les différents acteurs concernés à s'abstenir de tout acte qui pourrait davantage compliquer l'opération.

Studio Tamani

5è recensement général de la population et de l'habitat : 22 395 485 maliens en 2022 !



Lors du conseil des ministres qui s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 9 août 2023, dans sa salle de délibérations du palais de Koulouba, sous la présidence de colonel Assimi Goïta, président de la transition, chef de l'état, le ministre de l'économie et des finances m. Alousseni Sanou a informé ses collègues des résultats du 5ème recensement général de la population et de l'habitat.

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat a été réalisé du 15 juin au 31 décembre 2022 par l'Institut national de la Statistique. L'opération a mobilisé 34.155 agents recenseurs pour un coût global de 11,1 milliards de francs CFA financé à 66,5% par le Budget national. Il ressort de l'exploitation des données collectées sur le terrain que l'effectif total de la population malienne en 2022 est estimé à 22 millions 395 mille 485 habitants dont :

- 47,2% de jeunes de moins de 15 ans ;
- 49,9% de personnes âgées de 15 à 64 ans ;
- 49,7% de femmes ;
- l'âge moyen de la population est de 21,4 ans et le taux de croissance annuel de la population est de 3,3%.

Les résultats de ce recensement permettront aux décideurs d'orienter et de mieux structurer les décisions, les visions et les choix stratégiques.

Source : MEF
Le Challenger

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

CMSS-association des militaires à la retraite : Un partenariat au beau fixe

Après la rencontre avec la Fédération Nationale des Retraités du Mali, la Caisse malienne de sécurité sociale a reçu l'Association des Militaires Retraités Veuves et Victimes de Guerre du Mali le jeudi 10 Août 2023. La rencontre avec les responsables de cette Association portait sur le suivi du contrôle physique qui vient de s'achever.

Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes du jour, le Directeur général de la CMSS, Ichaka Koné, s'est félicité du partenariat fécond entre la CMSS et l'Association des Militaires Retraités Veuves et Victimes de Guerre qui se renforce de jour en jour. Il a salué l'implication de cette dernière, à travers notamment le Vice – Président, Colonel Hama Maïga pour la réussite du contrôle physique auprès des militaires retraités. «C'est important que nous soyons présent auprès des membres de votre association parce qu'ils sont notre raison d'être» a-t-il dit. Le Directeur général adjoint de la CMSS, Alassane Traoré, a souligné qu'il reste encore 20. 000 pensionnés non recensés et que la CMSS se verrait dans l'obligation de procéder à la suspension de leurs pensions dès la fin de ce mois. Il a également ajouté que le contrôle pour ces retardataires sera subordonné à la présentation d'une pièce portant un numéro d'identification national afin de minimiser les risques de fraude. Il a révélé des cas flagrants de fraudes car des personnes ont voulu se faire recenser en lieu et place des pensionnés décédés. Elles ont été arrêtées et mises à la disposition de la justice.

Tout en félicitant la CMSS pour la rigueur dans la gestion des pensions,



le Colonel Hama Maïga a remercié le Directeur général pour son soutien tant financier que matériel à son association chaque fois qu'elle en exprime le besoin.

Rappelons que l'initiative de ces rencontres, que le Directeur Général, Ichaka Koné entend pérenniser pour se rapprocher davantage de ses pensionnés, émane de Mme Diéminatou Sangaré. Ces retrouvailles avec les faitières des retraités ont pour objectif de s'enquérir de leurs préoccupations afin de mieux les prendre en charge. Elles s'inscrivent également dans le cadre du renforcement de la collaboration entre la Caisse Malienne de Sécurité Sociale et les retraités.

Moulaye Hassane Haïdara, Ccom-Rp/ CMSS.

Le Challenger



Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.

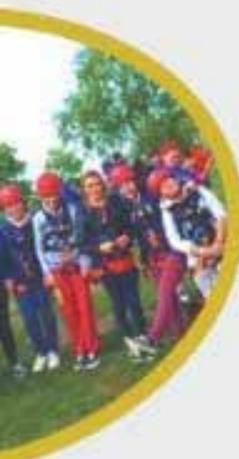
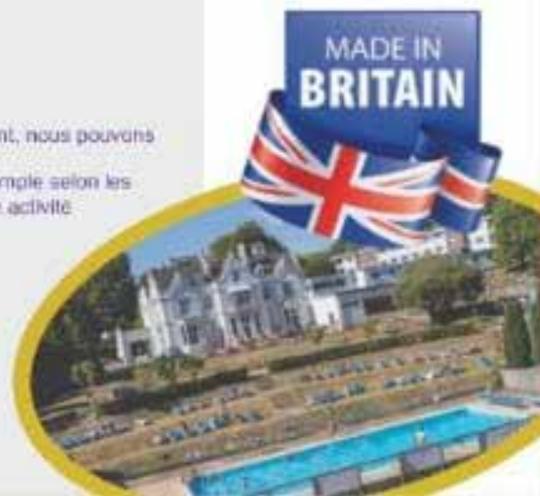


Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs :
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

**Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023**

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Réforme du secteur de la sécurité au Mali : WANEP-MALI et ses partenaires informent et sensibilisent



Le Mali connaît une instabilité marquée par une crise multidimensionnelle qui a entraîné une diminution de l'autorité de l'État sur une grande partie du territoire et l'émergence de la violence extrémiste dans le domaine de la sécurité, ce qui a entraîné une réduction des services de l'État sur une grande partie du territoire. Cette situation a entraîné une faiblesse dans la fourniture des services sociaux de base, ainsi que l'accès à la sécurité et à la justice. De plus, les communautés, en particulier les femmes et les jeunes, aspirent de plus en plus à contribuer à la gouvernance de la sécurité afin de prendre en compte leurs besoins spécifiques dans les pratiques et les politiques de sécurité.

Il convient de noter que le paysage sécuri-

taire du Mali a longtemps été dominé par une augmentation du banditisme urbain, périurbain et transnational, une rébellion récurrente dans le nord, de multiples conflits communautaires dans le centre depuis 2018, la présence de divers groupes armés non étatiques, le tout compliqué par les conséquences du changement climatique et les problèmes d'accès sécurisé et de gestion des ressources naturelles.

Le système judiciaire n'est toujours pas pleinement opérationnel à 100% dans le pays, en particulier dans les régions du centre et du nord. Pour des raisons de sécurité, de nombreux tribunaux sont abandonnés par les magistrats. De plus, il existe une disparité dans la répartition du personnel judiciaire et des huissiers de justice, avec une forte concen-

tration d'avocats et de greffiers à Bamako et dans une moindre mesure au niveau des capitales régionales. De plus, la majorité de la population est analphabète, ce qui accentue encore la méconnaissance des lois et des procédures judiciaires et de recours.

La société civile reste active mais fait face à des défis de coordination et à une faible capacité à assurer son rôle de surveillance dans la gouvernance démocratique. Par conséquent, le système politique accorde toujours une attention insuffisante aux droits et aux besoins de l'ensemble de la population en général et se caractérise par des inégalités, une asymétrie du pouvoir et d'autres facteurs structurels qui entretiennent l'instabilité susceptible d'exacerber l'instabilité.



En réponse à ces nombreux défis, l'alliance CORDAID, ASSN, WANEP-MALI, SEARCH et les partenaires locaux contribuent aux efforts nationaux grâce au programme Just Future visant à améliorer l'accessibilité, la réactivité et la responsabilité des institutions de sécurité et de justice, ainsi que les processus de prise de décision politique et de paix inclusifs, grâce à la mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer qui contribuent à l'accélération et à la localisation de l'ODD 16+ dans 6 pays fragiles. Démarré au lendemain de la crise multidimensionnelle de 2012, le processus de réforme du secteur de la sécurité qui est en train de prendre de l'envol, se veut légitime, inclusif et participatif, en mettant l'accent sur la sécurité humaine avec les citoyens au départ, au centre et à l'arrivée. L'objectif est d'atteindre une compréhension commune et partagée des rôles et responsabilités de divers acteurs, dans le but d'une gouvernance partagée de la sécurité.

Ainsi, après l'adoption par le gouvernement de la Stratégie nationale de Réforme du Secteur de la Sécurité et de son plan d'actions 2022-2024, le réseau ouest-africain pour l'édification de la paix WANEP-Mali, avec le soutien technique du Commissariat à la

Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS), a organisé une session d'information et de sensibilisation à l'attention des forces vives de la société, en mettant l'accent sur la participation des femmes et des jeunes.

L'objectif de cette campagne de sensibilisation et d'information est de renforcer les capacités des participants en ce qui concerne la Stratégie nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), son plan d'actions

ainsi que les Résolutions 1325 et 2250, en mettant l'accent sur les droits et les devoirs des parties prenantes. L'objectif est de faire d'eux des ambassadeurs bien informés, capables de participer davantage à la gouvernance sécuritaire locale. Cette session a également permis aux organisateurs de se faire une idée de la perception des Maliens vis-à-vis du processus de RSS.

Les autorités qui se sont succédé au pupitre ont exprimé leur adhésion à ce projet de WANEP-MALI. La représentante de la mairie de la commune 3, dans son mot de bienvenue, a rappelé l'importance des droits et des devoirs des citoyens et a félicité WANEP-MALI pour cette initiative. Tour à tour, après la représentante de la mairie de la commune 3, le Coordinateur CA de WANEP-MALI et le représentant du gouverneur du District de Bamako ont encouragé les participants à s'intéresser à leurs droits et devoirs.

Après des heures d'échanges avec les panélistes, les participants à qui nous avons donné la parole ont exprimé leur satisfaction et leur joie d'avoir pris part à cette session très enrichissante.

■ La rédaction



Pour un retrait responsable du Mali : Comment la MINUSMA gère la cession de ses actifs



La Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA) s'apprête à franchir une nouvelle étape importante dans le cadre de son retrait définitif du Mali d'ici au 31 décembre 2023. Au-delà de son simple départ, la Mission se doit de s'assurer que les actifs accumulés durant son mandat soient transférés de manière responsable et en toute transparence.

Gestion des actifs de la MINUSMA

Au cours de son mandat au Mali, la MINUSMA a accumulé divers actifs, essentiels aux initiatives de maintien de la paix et à la pro-

tection des populations locales maliennes. À l'approche de la date de retrait, il devient primordial de gérer ces actifs de façon à en préserver la valeur. Cela implique également de garantir que leur transfert ou leur cession soit parfaitement conforme aux directives établies par l'ONU

Cession conformément aux réglementations de l'ONU

Le processus de cession respecte le Règlement et Règles financiers des Nations unies (UNFRR). Au fur et à mesure que l'empreinte de la MINUSMA diminue, les actifs, équipements et inventaires jugés superflus seront

redirigés vers d'autres opérations de la paix de l'ONU et des missions politiques spéciales. Ces actifs englobent des équipements qui répondent à des besoins identifiés dans d'autres missions, ainsi que des articles qui possèdent des certifications spécifiques pour les utilisateurs finaux ou qui ont des restrictions concernant leur cession à des tiers.

Si les missions de paix ou politiques n'ont pas besoin de certains actifs, les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Mali auront l'opportunité de les acheter. Ensuite, tout bien excédentaire restant sera disponible pour la vente commerciale. Cette étape sera effectuée en collaboration avec



les autorités douanières pour déterminer les droits de douane et tarifs en vigueur.

De plus, sur demande d'organisations internationales, d'entités gouvernementales ou d'organisations à but non lucratif sélectionnées, certains biens peuvent être donnés ou vendus à un prix symbolique. Cependant, ces organisations peuvent bénéficier de cette opportunité seulement si leurs objectifs correspondent à ceux fixés par l'ONU pour ses missions au Mali.

Transfert d'infrastructures aux autorités nationales

Les infrastructures construites par la MINUSMA pourraient être cédées au gouvernement malien. Cela comprend les aéroports, les bâtiments et les ponts par exemple. La compensation pour ces actifs sera déterminée d'un commun accord entre l'ONU et le gouvernement du Mali. Si certains actifs ne font pas l'objet d'une compensation financière, ils seront remis gratuitement au gouvernement malien une fois que les approbations nécessaires auront été obtenues.

Il convient de noter que la réduction progressive de l'empreinte de la MINUSMA entraînera un déplacement important du personnel et des équipements, tant au Mali que vers les

pays voisins. Des documents détaillés décrivant ces mouvements et transferts de biens seront partagés avec les autorités gouvernementales pour un retrait dans les meilleures conditions.

Retrait transparent

Il est essentiel de comprendre que toutes ces procédures de cession d'actifs suivent strictement le Règlement et Règles financiers des Nations unies ainsi que la Résolution 2690 (2023) du Conseil de sécurité. Cette dernière souligne l'importance de travailler en harmonie avec le gouvernement malien pendant la réduction des effectifs et la liquidation de la mission.

Les Nations unies s'engagent à effectuer un retrait du Mali de manière responsable, transparente et sécurisée. De plus, elles fourniront un rapport détaillé à l'Assemblée générale concernant la gestion finale des actifs. Ceci témoigne de la gestion responsable des actifs lors du retrait de la mission du Mali.

Source : Minusma



Approvisionnement du marché en produits essentiels : Le groupement des commerçants s'active !



Dans le but de répondre aux préoccupations des commerçants et d'atténuer les difficultés rencontrées par la population malienne, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a accordé une audience le lundi 14 août 2023 à une délégation du groupement des commerçants, dirigée par le Président du bureau, Soya Golfa. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de ses collaborateurs, avait une double signification. Tout d'abord, elle visait à féliciter le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce pour la confiance accordée par les autorités de la transition. Ensuite, elle avait pour objectif de garantir leur soutien inconditionnel dans la réussite de sa mission, tout en assurant l'approvisionnement du pays.

Après les salutations d'usage, le Président Soya Golfa a souligné qu'il est essentiel que chaque Malien contribue à la construction d'un nouveau Mali, tel que prôné par les Maliens. Il affirme que cette démarche s'inscrit dans cette perspective. Il a également mis l'accent sur les préoccupations actuelles, notamment l'approvisionnement du pays en

produits essentiels, les difficultés rencontrées dans la distribution de denrées alimentaires, les répercussions de la crise internationale sur la logistique et les transports, ainsi que la volatilité des prix sur le marché international.

Les discussions ont naturellement porté sur la forte densité des marchés de Bamako. À ce sujet, des solutions ont été proposées pour résoudre ce problème qui préoccupe les autorités de la transition. Le Président du groupement des commerçants, Soya Golfa, a souligné que sur le site, les utilisateurs rencontrent d'énormes difficultés d'accès aux magasins. Ces difficultés sont en partie dues à l'encombrement des voies et aux risques liés au non-respect des normes de prévention des incendies. Afin de trouver une solution durable, il est urgent de mettre en place une structure d'intervention rapide pour faire face à toutes les éventualités. Face à ces problèmes récurrents, les visiteurs du jour ont fait un certain nombre de propositions, avec la participation de l'État et du secteur privé dans un format de partenariat public-privé (PPP).

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a salué cette démarche du groupement qu'il qualifie de patriotique. Comme prévu, il les a remerciés pour leur sens élevé du patriotisme. Il les a également encouragés à continuer à approvisionner le pays et à apporter des réponses structurelles aux problèmes structurels.

Par la suite, il a invité les responsables du groupement des commerçants à investir dans l'industrie, car tout industriel est également commerçant, et tout commerçant peut également être un producteur, notamment en créant une unité de production de sucre pour faire face aux pénuries.

Il convient de rappeler que le projet de transformation de 10 millions de tonnes de farine de maïs, en tant que solution de remplacement de la farine boulangère, a également été abordé. La rencontre s'est terminée sur une note d'espoir.

■ Ibrahim Sanogo

Gestion de l'ANASER : Plus de 484,25 millions de FCFA d'irrégularités financières

La présente vérification a pour objet la gestion de l'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER), au titre des exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 (31 août). Elle a pour objectif de s'assurer de la régularité et de la sincérité des opérations de recettes et de dépenses, ainsi que les actes d'administration de l'ANASER. Les travaux de vérification ont porté sur les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement, les redevances de sécurité routière, ainsi que les actes d'administration de l'ANASER.

L'Agence Nationale de la Sécurité Routière est créée par l'Ordonnance n°09-003/P-RM du 09 février 2009 et ratifiée par la Loi n°09-006 du 05 juin 2009. Elle est chargée de définir, de concevoir et de coordonner les politiques de l'Etat en matière de sécurité routière. Elle a pour mission de promouvoir et renforcer la sécurité routière et de contribuer à l'amélioration des conditions d'exploitation du réseau routier. Le Décret n°09-040/P-RM du 9 février 2009, modifié, fixe son organisation et les modalités de son fonctionnement. La Décision n°2016-001/METD-SG-PCA-ANASER du 04 mars 2016 détermine le détail de son organisation interne et son cadre organique

Irrégularités administratives

Plusieurs irrégularités administratives ont été décelées. Pour y remédier, la mission du Bureau du Vérificateur Général a recommandé au Directeur Général de requérir l'autorisation du Ministre de tutelle avant de procéder à tout recrutement de personnels contractuels, de sélectionner les fournisseurs ou prestataires pour les Demandes de Renseignement et de Prix à compétition Restreinte et des Demandes de Cotation dans le fichier-fournisseur, de respecter les délais prévus pour la communication des plans prévisionnels annuels de passation des marchés publics conformément au Code des marchés publics, de respecter les dispositions du Code des marchés publics en ce qui concerne les motifs de résiliation des contrats, de respecter les obligations incombant aux comptables publics en matière de signature

de chèques bancaires et autres moyens de paiement sur les comptes de trésorerie. Il a recommandé au Conseil d'administration de tenir régulièrement les sessions ordinaires, de procéder à la nomination du Commissaire aux comptes. Enfin à l'Agent comptable, il a recommandé de s'assurer de la régularité des bons d'achat avant tout paiement de dépenses.

Irrégularités financières

Le Vérificateur Général a transmis et dénoncé des faits au Président de la Section des Comptes de la Cour Suprême et au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune III du district de Bamako, chargé du pôle économique et financier relativement à la simulation de concurrence portant sur le Contrat du Marché public n°3519/CPMP/MTI-2020 relatif à la fourniture de produits alimentaires, au paiement indu d'arriérés d'impôts pour la somme de 30 000 000 FCFA à l'ordre du Cabinet fiscal MSK, à la non-déclaration par l'Agent comptable des redevances de sécurité routière relatives au contrôle technique des véhicules pour un montant de 229 646 700 FCFA, au non-recouvrement des redevances de sécurité routière par les Régisseurs des recettes des Directions Régionales des Transports de Ségou et Koulikoro pour un montant de 224 605 575 FCFA.

Source : LE PAYS





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Gouvernance : Remise du rapport annuel du médiateur de la république

Le médiateur de la république, Mme Sanogo Aminata Mallé a remis, ce lundi 14 août 2023, son rapport annuel au président de la transition, son excellence le colonel Assimi Goita, président de la transition, chef de l'état. Un rapport qui montre une nette augmentation du nombre d'usagers de cette autorité indépendante.

Créé selon la loi N°97-022 du 14 mars 1997, modifiée par la loi N°2012-010 du 8 février 2012, le Médiateur de la République, en tant qu'Autorité indépendante, a pour obligation de présenter chaque année au Président de la République son rapport annuel. Ce lundi 14 août 2023, Mme SANOGO Aminata MALLE a honoré à cette tradition désormais ancrée dans la démocratie malienne.

« Ce rapport expose singulièrement le nombre, la nature, et la diversité des réclamations dont le Médiateur de la République a été saisi par les usagers des services publics de notre pays », a expliqué Mme le Médiateur de la République.

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022, les services du Médiateur de la République ont enregistré 268 dossiers de réclamation.

Dans le cadre de l'Espace d'interpellation démocratique (E.I.D), 334 dossiers ont été réceptionnés à la date du 30 septembre 2022, a indiqué Mme le Médiateur.

Ce rapport contient également les interpellations adressées au gouvernement dans le cadre de l'Espace d'interpellation démocratique qui se tient chaque année, le 10 décembre, en commémoration à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un espace

qui imprime à « notre Peuple, une culture démocratique nationale et impulse de façon significative, la politique de promotion et de protection des droits et libertés des citoyens », a expliqué le Président GOITA.

Le rapport 2022 du Médiateur de la République s'articule autour de quatre parties essentielles : la gestion des réclamations et des demandes d'interpellations, les autres activités du Médiateur de la République, le rôle de la médiation internationale et le renforcement des capacités des collaborateurs du Médiateur.

Enfin, les commentaires et les recommandations du Médiateur de la République. Le Médiateur de la République formule non seulement des commentaires sur certains dysfonctionnements, mais aussi fait des propositions et des suggestions.

Au cours de l'année écoulée, le Médiateur a formulé des commentaires sur trois problématiques majeures : l'inexécution des décisions de justice, la problématique du paiement des salaires et des cotisations sociales, la moralisation des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

Durant la période en revue, le Médiateur a émis 4 recommandations : la gestion de la carrière des agents des collectivités territoriales et la gouvernance locale, la bonne distribution de la justice et la bonne gouvernance, les difficultés liées à l'exécution des contrats et marchés publics, la protection sociale.

Le Président de la Transition a souligné l'importance de cette cérémonie dans le cadre



de la refondation de l'État. « Les analyses du présent Rapport révèlent les dysfonctionnements de notre Administration dans la gestion quotidienne et sonnent l'alerte, afin d'en corriger les insuffisances et les dérives », a expliqué le Chef de l'État.

Le Président de la Transition a rassuré que les observations et les recommandations pertinentes énoncées « dans le présent Rapport seront prises en charge, notamment dans le maillage de l'action gouvernementale et en donnant une grande importance au contrôle plus accru tant au niveau des structures que des personnes ».

Selon ses précisions, les réformes politiques et institutionnelles envisagées dans la Constitution, promulguée le 22 juillet 2023, permettront « d'améliorer la gouvernance dans le service public pour répondre au Mali Kura de nos vœux ».

En tant que protecteur et défenseur du citoyen, le Médiateur de la République est un maillon essentiel de la « consolidation de l'État de droit et de la promotion de la bonne gouvernance, indispensables à la préservation de la paix sociale ».

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

Tribune libre : Virus de coup d'état



Rire ! En réalité, tout ça fait rire souvent. On nous fait savoir que la solution n'est pas militaire. Or, le problème lui-même n'est autre chose que militaire. Comment Bazoum a-t-il été donc dépossédé de son pouvoir légal et légitime ? Des militaires se servent honteusement des armes de guerre mises à leur disposition par un président de la république.

En lieu et place de Daech et Boko Haram, l'objet de l'acquisition des dites armes, Thiani et sa bande préfèrent lâchement s'en prendre, et encore dans son sommeil, au même Président désigné par le Peuple libre du Niger. Et bizarrement, il y en a qui osent encore s'étonner du fait qu'un embryon de rébellion se mette actuellement en place dans le pays. J'ai toujours dit que nous sommes des peuples vulnérables, qu'analphabètes en majorité, exposés donc aux conflits sociaux de tous genres, ethniques, tribaux, religieux, et autres, et qu'il était donc préférable d'éviter des Coups d'État pour ne pas davantage empirer ces problèmes. À chaque fois qu'il est question de l'avènement au pouvoir d'un président en Afrique, que ce soit par la voie

des urnes ou par un Coup d'État, c'est d'abord et toujours sa région ou sa communauté qui sont devant pour applaudir. Il est utile de faire attention quand on a ce genre de problème qui existe chez soi. La France est encore et abusivement accusée de soutenir cette rébellion. Mais je crois que c'est une longueur d'avance que nous avons sur ceux que nous accusons de vouloir toujours provoquer des rébellions chez nous, si nous savons déjà que leur intention est effectivement de créer ces genres de troubles dans nos sociétés pour profiter de nos ressources. Mais au lieu de nous mettre dans de meilleures postures en anticipant ce qui peut effectivement arriver de préjudiciable à nos pays et lié aux Coups d'État, nous préférons plutôt pleurnicher sur notre sort tout en continuant de prêter le flanc. Nous sommes nous-mêmes pressés d'appeler à la rescousse les mercenaires russes, sachant bel et bien que les objectifs sont les mêmes que ceux qui sont en permanence vus comme des impérialistes. Les Coups d'État sont applaudis à la fois par les analphabètes et les intellectuels, alors même que nous savons tous que les Présidents qui en sont victimes, ont

aussi leurs militaires partisans, leurs civils partisans, et des communautés partisans. C'est une simple question de logique que ceux-là décident de réagir s'ils ne veulent simplement pas rester bras croisés face à ce qu'ils considèrent plutôt eux, comme une injustice, un abus, et même de la violence à leur égard. Comment pouvons-nous, un seul instant, nous attendre à ce qu'il n'y ait pas des mouvements, même armés, contre des Coups d'État dans des pays comme les nôtres, franchement. C'est bien le contraire qui devrait plutôt étonner. Je comprends que certains puissent penser que ce sont les Occidentaux et précisément les Français qui sont derrière ces mouvements armés au Niger, mais c'est exactement de la même manière que les partisans de Bazoum pourraient aussi penser que c'est la Russie et Wagner qui sont derrière ce Coup d'État dans leur pays, et la meilleure manière de défendre leur cause, c'est bien évidemment d'appeler eux-aussi à la rescousse les mêmes Occidentaux. Et de cette façon, nous tous, nous livrons nous-mêmes nos pays à ces désordres. En réalité, je n'arrive toujours pas à comprendre. C'est quand même étonnant que cette pratique des Coups d'État qui a été toujours un outil privilégié par les autres pour se servir de l'Afrique, soit encouragée par les Africains eux-mêmes. C'est vraiment bizarre ! Les occidentaux s'en servent contre nous. Les Russes s'en servent contre nous. Nous-mêmes, nous nous en servons et contre nous-mêmes. Non ! ça, c'est vraiment l'Afrique, quoi ! Et certains pensent que les partisans de Bazoum devraient simplement accepter le fait accompli, et que la CEDEAO ne devrait nullement intervenir militairement pour remettre Bazoum à sa place. Imaginons simplement un Coup d'État quelque part dans le sahel de la part des soldats infiltrés dans nos armées par des mouvements armés Touareg, et que la CEDEAO décide d'intervenir militairement.

Amadou Garan Kouyaté
SOLONI

L'ordre public troublé via les réseaux sociaux : Les auteurs dans le viseur du procureur

De par leur comportement inédit jusque-là, certains utilisateurs des réseaux sociaux défraient la chronique et représentent de véritables menaces pour la paix sociale, écrivions-nous dans notre édition de jeudi dernier, 10 août 2023, tout en interpellant les autorités compétentes à s'assumer. Voilà que le Procureur du Pôle de lutte contre la cybercriminalité, Dr Adama Coulibaly, vient de confirmer nos appréhensions en publiant un communiqué le même jour.

Le défenseur de l'ordre public a décidé d'ouvrir une enquête judiciaire en vue d'interpeler et de traduire en justice les

auteurs, coauteurs et complices de récents propos et déclarations véhiculés sur les réseaux sociaux qui heurtent la sensibilité et

ne contribuent pas à la préservation de la paix dans le pays. Car ces agissements qui contraignent la liberté de culte et dressent les citoyens les uns contre les autres sont interdits par le Code pénal et la Loi n° 2019-056 du 5 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité et sont donc passibles de poursuites pénales.

Nous l'encourageons vivement à traquer, inculper, faire condamner ces perturbateurs de l'ordre public et veiller à ce que les peines prononcées soient effectivement appliquées pour servir d'exemple. Déjà si éprouvé par les crises, notre pays n'a que faire de telles dérives susceptibles d'ouvrir un autre front.

Fatoumata Djourté, stagiaire
Le Challenger



Au Niger : Une intervention militaire de la CEDEAO reste incertaine et risquée

La communauté des états d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), tout en privilégiant la voie du dialogue. Il a donné son feu vert à une intervention armée contre les militaires qui ont pris le pouvoir le 26 juillet au Niger, en activant sa "force en attente".

Mais les experts doutent de la faisabilité d'une opération militaire à haut risque et difficile à mettre en œuvre.

UNE FORCE D'INTERVENTION DIFFICILE À MOBILISER

La "force en attente" est mandatée par la Cédéao pour des missions liées au maintien de la paix. Elle a déjà été déployée en Sierra Leone, au Liberia, en Guinée-Bissau et en Gambie.

Toutefois, la Cédéao "ne s'est jamais entendue sur le type de missions spécifiques

que doivent faire ces forces-là", explique Marc-André Boisvert, chercheur et consultant sur le Sahel affilié au Centre FrancoPaix à Montréal.

La mise en place d'une telle force "dépend de la volonté des contributeurs", ce qui "nécessite beaucoup de négociations entre les pays", affirme-t-il. Or, "il y a énormément de méfiance entre les pays" de la Cédéao selon lui.

Le Sénégal, le Bénin, le Nigeria et la Côte d'Ivoire se sont dits prêts à envoyer des troupes, mais se heurtent à des critiques internes, et aux hésitations d'autres pays

ouest-africains.

"Fondamentalement, la force africaine en attente n'a pas été pensée pour rétablir l'ordre constitutionnel dans un pays où il y a eu un putsch (...) les États africains sont très jaloux en général de leur souveraineté et notamment dans les affaires de sécurité et de défense", estime Elie Tenenbaum, de l'Institut français des Relations Internationales (IFRI).

En outre, "Il est difficile de dégager des effectifs dans ces armées qui sont fragiles et manquent de moyens", selon lui.

UN ÉQUILIBRE DES FORCES À L'AVANTAGE DE NIAMEY

Pour l'heure, seule la Côte d'Ivoire a précisé le nombre de troupes qu'elle serait prête à engager pour une telle intervention, soit un millier d'hommes.

"Une opération pareille doit mobiliser 3.000 à 4.000 soldats", estime le général sénégalais Mansour Seck.



Les effectifs de l'armée nigérienne sont estimés à environ 30.000 hommes, dont quelque 11.000 déployés sur le théâtre d'opération, disait le président Bazoum en 2022.

Le Mali et le Burkina Faso ont également mis en garde la Cédéao contre toute intervention au Niger, qui serait assimilée à une "déclaration de guerre". Mais le doute subsiste quant à la capacité de leurs armées à venir en renfort du régime de Niamey, alors que leurs soldats sont aux prises avec des groupes armés jihadistes sur leur propre territoire.

UNE OPÉRATION MILITAIRE À HAUT RISQUE

Tous les experts s'accordent sur la difficulté de mener une telle opération militaire au Niger ou dans sa capitale.

Une offensive par la voie terrestre obligerait les forces ouest-africaines à parcourir plusieurs centaines de kilomètres sur un territoire hostile, et une opération aérienne sur le palais présidentiel où est retenu le président renversé, suscite tout autant de doutes.

Dans ce dernier cas de figure, l'aéroport de Niamey pourrait revêtir une importance stra-

tégique afin de déployer des troupes aéroportées, selon les analystes.

Les chefs d'état-major de la Cédéao "veulent prendre l'aéroport de Niamey et bombarder le palais présidentiel, mais nous avons une défense anti-aérienne moderne qui est capable d'abattre leurs avions", assure Amadou Bounty Diallo, analyste et ancien militaire nigérien.

Pour le général Seck, "la piste d'atterrissage est facile à occuper par les putschistes, il suffit qu'ils y mettent des milliers de jeunes", sur lesquels les pilotes ne pourront pas tirer pour la libérer. "Ce ne sera pas une opération militaire simple (...) L'enlèvement est l'un des risques encourus, cela dépend aussi de la détermination des gens sur place" dit-il.

Les 700 hommes de la garde présidentielle, fer de lance du coup d'État, constituent le noyau dur d'une potentielle résistance, mais la combativité des autres unités de l'armée nigérienne en cas d'intervention fait débat.

Ces unités se sont associées au coup d'État "pour éviter un bain de sang, ils ne veulent pas arriver à une situation de guerre. Une fois que ça va se concrétiser, vous verrez beau-

coup d'unités se désolidariser", assure un conseiller de Mohamed Bazoum.

Au contraire, une source sécuritaire nigérienne affirme que "les soldats nigériens ne fuiront pas, c'est mal connaître leur mentalité: l'intervention va les souder".

DES CONSÉQUENCES IMPRÉVISIBLES

Nul ne peut prédire les conséquences d'une intervention dans Niamey, qui pourrait causer des victimes civiles.

Les partisans du régime militaire qui manifestent régulièrement dans la capitale sont nombreux à se dire prêts à venir au secours de leur armée.

"Tout cela pour libérer un président dont les putschistes ont dit qu'ils l'exécuteront en cas d'opération de la Cédéao", pointe Elie Tenenbaum.

TV5MONDE AFP



Niger : Des poursuites engagées contre Mohamed Bazoum indignent la CEDEAO



La CEDEAO a réagi à la décision de la junte nigérienne de poursuivre Mohamed Bazoum, ancien président du Niger, dans un communiqué publié sur sa page Facebook ce lundi 14 août 2023. La décision du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie d'engager des poursuites pour haute trahison contre Mohamed Bazoum suscite la réaction des chefs d'État de la CEDEAO. Dans un communiqué, l'organisation continentale dénonce une nouvelle provocation et met en garde la junte. Elle réaffirme que Mohamed Bazoum demeure le président légitime élu du Niger.

Cette décision de juger le président Bazoum est prise par les militaires alors que le général Tchiani, qui soupçonne la CEDEAO de préparer une intervention militaire, a ordonné la mise en état d'alerte des troupes.

Le conseil militaire des rebelles qui ont pris le pouvoir en République du Niger a l'intention de mobiliser des forces supplémentaires pour contrer une éventuelle invasion, rapporte la chaîne de télévision Al-Arabiya.

Les dirigeants de la CEDEAO, dont le Niger fait partie, ont exigé que les militaires libèrent le président Bazoum avant le 7 août, menaçant notamment de recourir à la force. Cependant, les pays voisins, le Mali et le Burkina Faso, ont déclaré qu'ils considéreraient une telle action comme une attaque contre eux-mêmes.

L'ultimatum de la CEDEAO n'ayant pas été respecté, les dirigeants communautaires se sont réunis à nouveau à Abuja, la capitale nigérienne, le 10 août. La communauté a déclaré son "engagement inébranlable" en faveur du

rétablissement de l'ordre constitutionnel au Niger. Le président ivoirien Alassane Ouattara a déclaré à son retour du sommet que les dirigeants de la CEDEAO étaient convenus de lancer une opération militaire au Niger "dès que possible".

Cependant, les États-Unis affirment ne pas pouvoir confirmer les informations selon lesquelles l'armée nigérienne menace de tuer l'ancien président Mohamed Bazoum. C'est ce qu'a déclaré John Kirby, coordinateur des communications stratégiques au sein du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, lors d'une réunion d'information.

"Je n'ai aucune information sur les articles de presse faisant état de menaces de mort. Il est toujours en détention et nous avons demandé à plusieurs reprises sa libération et son rétablissement", a-t-il déclaré. "Je ne peux pas parler avec certitude de son état de santé et je ne peux pas confirmer les informations de presse faisant état de menaces potentielles pour sa vie", a ajouté Kirby.

Au Niger, le régime militaire affirme être capable de "surmonter" les sanctions prises par la CEDEAO. Pendant ce temps, l'Union africaine a annoncé qu'elle tiendrait une réunion à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour discuter de "l'évolution de la situation et des efforts pour y remédier". Le Niger est capable de "surmonter" les sanctions imposées à la suite du coup d'État, a assuré le Premier ministre nommé par le régime militaire à Niamey le lundi 14 août, alors que l'Union africaine (UA) a annoncé une réunion à Addis-Abeba.

"Nous pensons que, même s'il s'agit d'un défi injuste qui nous a été imposé, nous

devrions être en mesure de le surmonter. Et nous le surmonterons", a déclaré le chef du gouvernement militaire, Ali Mahamane Lamine Zeine, au média public allemand Deutsche Welle, en référence aux mesures prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Il a également assuré que le Nigeria et la CEDEAO sont des partenaires importants : "Nous avons un grand intérêt à préserver cette relation importante et historique et à faire en sorte que la CEDEAO se concentre d'abord sur des questions purement économiques". Cependant, il met en garde : "Si nous constatons que le principe politique et militaire prend le dessus sur cette solidarité économique, ce serait très regrettable".

Le régime militaire a dénoncé dimanche, dans un communiqué, "les sanctions illégales, inhumaines et humiliantes de la CEDEAO", prises lors d'un sommet de l'organisation le 30 juillet, au cours duquel un ultimatum de sept jours avait également été fixé pour rétablir l'ordre constitutionnel, sous peine d'une

intervention militaire - qui n'a pas été mise en œuvre.

Pendant ce sommet, les États d'Afrique de l'Ouest ont annoncé, entre autres, la suspension des transactions financières et commerciales avec le Niger, qui dépend économiquement et énergétiquement de pays étrangers. Les militaires ont déploré ces sanctions qui vont jusqu'à priver le pays de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires et d'électricité, selon leur communiqué diffusé à la télévision nationale.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a également annoncé une réunion à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour discuter de l'évolution de la situation au Niger et des efforts déployés pour y remédier.

Cette réunion intervient après le report samedi d'une rencontre des chefs d'état-major de la CEDEAO, qui visait à présenter aux dirigeants "les meilleures options" suite à leur décision d'activer leur force d'intervention pour rétablir le président Mohamed Bazoum

renversé le 26 juillet.

Le calendrier et les modalités d'une éventuelle intervention militaire ouest-africaine n'ont pas été divulgués. Cependant, les dirigeants de la CEDEAO ont réaffirmé leur préférence pour une résolution diplomatique de la crise. De leur côté, les instigateurs du coup d'État jouent sur les deux tableaux, affirmant d'abord être ouverts à la négociation grâce à une médiation nigérienne en visite à Niamey ce week-end, puis annonçant ensuite leur intention de poursuivre le président renversé pour "haute trahison". Pour la CEDEAO, cette menace représente une nouvelle "provocation" de la part des autorités militaires de Niamey.

Dans la même journée, la Cour d'appel de Niamey a "annulé" la condamnation à neuf mois de prison d'un dirigeant d'une coalition soutenant le régime militaire. Abdoulaye Seydou était détenu depuis sept mois pour une affaire liée à une attaque djihadiste.

Binadjan Doumbia



Championnat scolaire de la CAF : La 2e édition est lancée !

Après une première édition tenue l'an passé, la 2e édition du Championnat scolaire africain de football de la Caf pointe à l'horizon. Ce tournoi réservé aux jeunes scolaires des moins de 15 ans (filles et garçons) des 54 associations membres de la Caf comporte plusieurs programmes d'apprentissage. Après la phase nationale remportée par les filles du Complexe scolaire "Les Talents" et les garçons du lycée Sportif Ben Oumar Sy, l'année dernière, le Mali n'avait plus poursuivi l'aventure pour faute, dit-on, d'argent pour prendre part à la phase éliminatoire zonale.

A l'issue d'une première édition remportée par CS Ben Sékou Sylla de Guinée (en garçons) et Fountain Gate School de Tanzanie (chez les filles), les préparatifs vont bon train pour la 2e édition du tournoi panafricain. Pour ce coup d'essai, les résultats obtenus ont été satisfaisants, selon la Caf, avec plus de 20 000 écoles participantes de 41 pays.

A l'initiative du tournoi, la Caf a annoncé l'ouverture de la période d'inscription de la saison 2023-24 qui promet d'établir de nouveaux standards dans la formation des jeunes Africains. Si le football est au cœur du Championnat scolaire africain de football de la Caf, le Programme comporte un certain nombre de sous-activités ayant un impact, y compris le "Programme du jeune arbitre", le "Programme du jeune reporter" et le Programme de Protection ("Safeguarding"). Ces éléments font du Programme scolaire africain de la Caf une plateforme d'héritage visant à développer les futurs leaders africains sur et en dehors du terrain, a fait savoir la Caf.

Après l'annonce de la période d'inscription, les qualifications nationales démarrent en août dans les différents pays engagés. Cette étape consiste à mettre aux prises les différentes écoles d'un même pays en vue de pouvoir déterminer ses champions (filles et

garçons) devant le représenter à la phase zonale. Pour ce qui est de la qualification zonale, elles se dérouleront d'octobre à décembre 2023. La finale continentale aura lieu en avril 2024. Le lieu sera annoncé ultérieurement.

Directrice des associations membres de la Caf, Sarah Mukuna a manifesté, auprès de Cafonline, son enthousiasme et son impatience pour cette 2e édition : "Le succès du football africain dépend en grande partie d'une base solide que la Caf met en place à travers le Championnat scolaire africain de football. La vision audacieuse du président Dr. Motsepe a permis à l'Afrique d'être un précurseur au niveau mondial, le programme étant une première en son genre. Nous attendons avec impatience la nouvelle saison du Championnat scolaire africain de football de la Caf".

Selon des chiffres fournis par les organisateurs, lors de la première saison en 2022-23, le Championnat a touché plus de 500 000 jeunes sur le continent africain. "L'initiative est l'une des promesses du président de la Caf, Dr. Patrice Motsepe, et de la direction de la Caf de donner une plate-forme aux jeunes Africains pour montrer leur talent et devenir autonomes à travers différentes disciplines. En 2022-23, plus de 20 000 écoles issues de 41 pays et réparties dans les six zones de la



Caf ont participé aux catégories U15 garçons et filles", rappelle l'instance organisationnelle.

En plus de la pratique du football, le Programme scolaire africain de la Caf organise également des programmes d'appui se déroulant dans toutes les phases et simultanément avec le championnat. Ces programmes sont : le Programme des jeunes arbitres (les élèves ont la possibilité d'apprendre auprès d'experts en arbitrage et d'utiliser leurs compétences pour arbitrer des matchs pendant le Championnat, le Programme des jeunes reporters (les élèves ont la possibilité d'apprendre auprès d'experts en matière de reportages sur le football et d'utiliser leurs compétences pour faire des reportages sur leurs homologues qui jouent ou qui entraînent pendant le championnat) ; le Programme de coaching (des élèves et des enseignants de moins de 25 ans sont formés aux principes fondamentaux du coaching et de la gestion du football afin d'augmenter le nombre de personnes formées dans chaque pays) ; le Programme de protection ou Safeguarding (les élèves, les tuteurs, les enseignants et l'ensemble du personnel du Championnat sont sensibilisés et formés au maintien d'un environnement sûr pour tous.

Alassane Cissouma



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23